



















# Principales restrictions réglementaires applicables en situation de sécheresse

ARROSAGES		NETTOYAGES			TRAVAUX	PISCINES		
								
pelouses, jardins, espaces verts publics et privés	golfs et terrains de sport	terrasses, toitures et façades	équipements sportifs et de loisirs	véhicules	voiries	travaux de béton, crépi et enduit	privées	publiques










## ALERTE (Niveau 1)

Elle est déclenchée lorsque la coexistence de tous les usages et le bon fonctionnement du milieu aquatique ne sont plus assurés dans de bonnes conditions.

								
Interdits entre 8h et 20h	Interdits entre 8h et 20h	Autorisés	Autorisés	Interdits hors stations	Autorisés	Autorisés	Interdits sauf pour les 1 <sup>ères</sup> mises en eau des piscines en dur construites depuis le 1 <sup>er</sup> janvier de l'année en cours et remise à niveau pour la sécurité	Pas de restrictions particulières

## ALERTE RENFORCÉE (Niveau 2)

Elle correspond à une aggravation de la situation hydrologique par rapport au niveau de l'alerte, sans toutefois que les milieux aquatiques et les usages de l'eau ne soient encore trop durement atteints.

								
Interdits (sauf potagers privés entre 20h et 8h)	Interdits (sauf green et stades autorisés entre 20h et 8h (1 fois / semaine))	Interdits sauf dérogation sanitaire	Interdits sauf dérogation sanitaire	Interdits hors stations économes (HP/recyclage)	Interdits sauf impératifs sanitaires	Autorisés	Interdits sauf pour les 1 <sup>ères</sup> mises en eau des piscines en dur construites depuis le 1 <sup>er</sup> janvier de l'année en cours	Soumises à autorisation

## CRISE (Niveau 3)

Elle commence lorsque les milieux et les usages de l'eau sont très durement affectés par la situation hydrologique. Cette situation doit conduire à la limitation des usages de l'eau aux usages prioritaires (notamment l'eau potable, l'eau pour le bétail...). Tous les autres usages ont vocation à être interdits.

								
Interdits sauf potagers privés entre 20h et 8h sur réserves d'eau	Interdits	Interdits sauf dérogation sanitaire	Interdits sauf dérogation sanitaire	Interdits hors stations qui ne seront ouvertes que sur une file	Interdits sauf impératifs sanitaires	Interdits sauf travaux programmés non reportables et impératifs sanitaires	Interdiction totale de remplissage	Soumises à autorisation

## CRISE RENFORCÉE (Niveau 4)

Des difficultés généralisées ou des menaces graves pèsent sur l'alimentation en eau potable de secteurs entiers du département. L'arrêt complet des usages non prioritaires est imposé par période de 15 jours et sur des zones géographiques particulières (chantiers et autres activités, tous arrosages et lavages, manifestations...).

**ATTENTION**



Les prélèvements réduisent les débits et concentrent les rejets polluants dans les rivières et les nappes.

**FONTAINES d'agrément**



Fermées pour tous niveaux (sauf dérogations liées au plan canicule)

**INDUSTRIE**




Plan d'économie d'eau selon les niveaux d'alerte

**PLANS D'EAU**




Vidange et remplissage interdits pour tous niveaux



Les restrictions et interdictions mentionnées sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (nappes/rivières/lacs).  
Les dérogations doivent être sollicitées et justifiées par courriel auprès de la DDT et présentées en cas de contrôle.

En cas de non respect de la réglementation, le contrevenant est passible d'une sanction pouvant aller jusqu'à 1500€

Pour toute situation non illustrée dans ce document, veuillez prendre contact avec le service police de l'eau de la DDT ou la préfecture :  
[ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr)



Les eaux de pluie stockées par les particuliers hors période de sécheresse ne sont pas soumises aux prescriptions ci-dessus.